



VILLE DE GLAND

**PLAN PARTIEL D'AFFECTION
POUR UN SECTEUR MIXTE
A GRAND-CHAMP**

REGLEMENT

Seul le document officiel fait foi

Préambule

Le présent plan partiel d'affectation recouvre une partie du périmètre du plan directeur localisé (PDL) "En Grand-Champ".

Il a été élaboré dans le but de légaliser les affectations et aménagements prévus dans le PDL, conformément aux objectifs et principes d'aménagement énoncés dans ce dernier pour les deux secteurs concernés (utilité publique et zone mixte activités - habitation).

CHAPITRE I

Périmètre

Art. 1 Le périmètre du plan partiel d'affectation est défini en plan.

Art. 2 Le périmètre comprend :

- la zone d'activités et d'habitation;
- la zone d'équipements publics;
- l'aire de dévestiture.

CHAPITRE II

Equipements

Art. 3 **Equipements**

Aucun permis de construire ne pourra être délivré avant la réalisation des accès routiers, des trottoirs, la pose des canalisations d'eaux usées, d'eaux claires et d'eau sous pression, y compris la défense incendie.

Art. 4 **Degré de sensibilité au bruit**

En application de l'article 44 de l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit, le degré de sensibilité III est attribué au plan.

CHAPITRE III

Zone d'activités et d'habitation

Art. 5 **Destination**

Cette zone est destinée aux établissements médico-sociaux ou similaires, aux activités hôtelières et de restauration (à l'exclusion de fast-food), à l'habitation, aux activités tertiaires et commerciales.

Art. 6 Périimètre d'implantation des constructions et distances

Les constructions seront implantées à l'intérieur du périmètre d'implantation fixé en plan.

La distance entre bâtiments est de 15 mètres au minimum.

Art. 7 Surface de plancher autorisée

La surface brute de plancher (définie selon les normes ORL) maximum autorisée est de 7'000 m².

Si la surface brute de plancher cumulée affectée à:

- le ou les établissements médico-sociaux ou similaires;
- les activités hôtelières et de restauration;
- les activités tertiaires et commerciales

atteint un minimum de 3'500 m², la surface brute de plancher est alors portée à 8'500 m².

Art. 8 Toiture (voir schéma, annexe 1)

Les toitures seront à pans inclinés.

Les pans inclinés auront une pente comprise entre 40% et 60%. La couleur des matériaux de couverture ne sera ni noire, ni réfléchissante. Elle sera soumise à l'approbation de la municipalité.

Art. 9 Gabarit (voir schémas, annexe 1)

Le nombre de niveaux autorisés est limité à quatre. En cas d'utilisation des combles ou attiques, ces derniers comptent pour un niveau.

Dans le cas d'aménagement de combles, la surface supérieure de la panne sablière ou de toute autre disposition constructive en tenant lieu, peut être située au maximum à 0.80 m au-dessus du niveau fini du plancher des combles habitables.

Dans le cas d'aménagement d'attique, ce dernier s'inscrit dans le gabarit autorisé pour une toiture à pans et sur tous les côtés du bâtiment. Sa surface est limitée à 70% de la surface au sol. Aucune superstructure ne sera tolérée hors du gabarit de l'attique, excepté les cheminées et conduites de ventilation.

Art. 10 Aire de prolongements extérieurs A

Cette aire de prolongements extérieurs A est inconstructible à l'exception des aménagements de jeux et du mobilier urbain. Elle constitue le prolongement extérieur des nouvelles constructions. Elle est aménagée en terrasse ou jardin.

Cette aire peut être clôturée.

Le stationnement des véhicules n'y est pas autorisé.

Dans le cas de construction de parkings souterrains, le plan des alignements des constructions souterraines est applicable.

Art. 11 Aire de prolongements extérieurs B

Cette aire de prolongements extérieurs B constitue l'espace de transition entre la rue et les bâtiments. Elle est aménagée en verdure ou en cour.

La construction de parkings souterrains est autorisée. Dans le cas de construction de parkings souterrains, le plan des alignements des constructions souterraines est applicable.

Le stationnement des véhicules est autorisé. Cette aire ne peut être clôturée que par des éléments n'excédant pas 1,50 m de hauteur.

Art. 12 Parking

Les places de stationnement sont aménagées sur fonds privé.

En fonction du programme, le nombre de places est fixé par la municipalité.

La construction d'un garage souterrain est autorisée dans les limites du plan des alignements des constructions souterraines. Il devra être situé entièrement en-dessous du niveau du terrain naturel et respecter les dispositions des articles 10 et 11 du présent règlement.

CHAPITRE IV

ZONE D'EQUIPEMENTS PUBLICS

Art. 13 Destination

Cette zone est réservée à des espaces libres à destination d'activités sportives, de manifestations publiques, etc., ainsi qu'à la construction de bâtiments d'utilités publiques et/ou d'équipements collectifs de caractère culturel, social, scolaire, sportif, etc.

Dans les limites du plan des alignements des constructions, sont autorisées les constructions de peu d'importance (vestiaires, sanitaires, dépôts, etc.) et l'aménagement d'un parking souterrain.

Dans le cas de construction de bâtiments d'utilité publique, ces derniers feront l'objet d'un addenda au présent règlement.

CHAPITRE V

Art. 14 Aire de dévestiture

L'aire de dévestiture est limitée en plan par la limite des aménagements routiers. Elle comprend:

- l'espace réservé à l'aménagement de la voirie;
- les trottoirs;
- les places de stationnement aménagées en bordure de chaussée;
- le cheminement piétonnier.

Art. 15 Cheminement piétonnier

Le cheminement figuré en plan est obligatoire dans son principe. Sa position est indicative.

CHAPITRE VI

Dispositions générales

Art. 16 Arborisation

L'arborisation est impérative. Elle est représentée à titre indicatif sur le plan et sera étudiée d'entente avec la municipalité qui en fixe les essences.

Art. 17 Rétention des eaux

La rétention des eaux doit être appliquée au niveau du plan partiel d'affectation dans le cadre de l'évacuation des eaux pluviales.

CHAPITRE VII

Prescriptions complémentaires

Art. 18 Pour tous les points qui ne sont pas expressément prévus dans le présent règlement, les dispositions de la LATC et du RPE communal demeurent applicables.

Art. 19 Le présent règlement et le plan annexé entreront en vigueur dès leur approbation par le département des infrastructures.

Approuvé par la municipalité dans sa séance du 13 juillet 1998

Le syndic
Y. Reymond

Le secrétaire
D. Gaiani

Soumis à l'enquête publique du 7 août 1998 au 7 septembre 1998

Le syndic
Y. Reymond

Le secrétaire
D. Gaiani

Adopté par le conseil communal dans sa séance du 17 décembre 1998

Le président
S. Bosse

Le secrétaire
V. Cornaz

Approuvé par le département des infrastructures le 23 février 1999

Le chef du département: